



### **Qui est vraiment « nécessaire » ?**

Hier soir, le Conseil fédéral a décidé de fermer tous les marchés jusqu'à nouvel ordre, en maintenant ouverts « les magasins d'alimentation et les commerces qui proposent des denrées alimentaires et des biens nécessaires à la vie quotidienne (p. ex. kiosques, magasins de stations-service) ». Cette directive a été suivie par la ville de Genève, nous empêchant de nous rendre sur les marchés auxquels nous sommes inscrites\*.

En tant que productrices, transformatrices et citoyennes du MAPC, nous sommes consternées par la décision du Conseil fédéral de fermer tous les marchés jusqu'à nouvel avis. Cette décision force les consommatrices à se tourner uniquement vers la grande distribution, comme si elle était seule garante de l'approvisionnement alimentaire en Suisse. Cette nouvelle nous choque mais ne nous étonne pas au vu des directives données notamment lors de la crise sanitaire dite de la « grippe aviaire », qui a vu la disparition de nombreuses petites exploitations avicoles en Europe.

La fermeture des marchés est une entrave à notre pratique privilégiée, la vente directe. Celle-ci nous permet de défendre le prix rémunérateur et l'écoulement de notre production locale. Cette décision nie notre place dans la chaîne de production et de consommation. Le choix de ne pas dépendre de l'agro-industrie est lié à la survie et au fonctionnement de nos structures. Quoiqu'il arrive, nous devons continuer notre travail dans les champs et ne pourrions en aucun cas le transformer en télétravail. Sans les marchés, comment allons-nous faire pour écouler notre production ?

De plus, certaines de nos productrices sont indépendantes. De ce fait, elles n'ont droit à aucune prestation sociale. Le seul moyen d'éviter la faillite, si cette situation venait à perdurer, passe donc par la possibilité de vendre leur production, notamment sur les marchés.

Dans la situation désordonnée actuelle, nous nous trouvons face à un paradoxe : alors que les grandes chaînes de distribution voient leurs rayons se vider intégralement, les stocks de nourriture que nous produisons et transformons vont s'accumuler dans nos champs, nos chambres froides et nos celliers. La distribution de la nourriture que nous produisons pourrait permettre de répondre à la raréfaction des produits indigènes et alléger la fréquentation des enseignes de la grande distribution.

Ces enseignes, qui plus est, sont confinées et permettent plus difficilement de se conformer aux règles sanitaires en cours. A contrario, un marché en plein air permet de limiter les risques de contamination et aux personnes vulnérables de continuer à socialiser et à pouvoir échanger dans des situations de risques limités.

Par ailleurs, nous constatons que l'attitude des consommatrices au marché est plus raisonnée que face aux étals d'un supermarché. Nos clientes nous achètent généralement ce dont elles ont besoin et n'accumulent pas des quantités astronomiques de produits. La disponibilité de nos denrées contribue à cette confiance réciproque.

Par conséquent, nous estimons être aussi « nécessaires » en cette situation de crise que « les magasins d'alimentation et les commerces qui proposent des denrées alimentaires et des biens nécessaires à la vie quotidienne », et exigeons de pouvoir continuer nos activités de vente au marché.

\*l'utilisation du féminin est choisi pour des fins de lisibilité et inclut toutes les identités de genre